

Grenelle de l'environnement : réponse à Alain Reynes, directeur de l'ADET – Pays de l'ours

B.Besche-Commenge – ADDIP – 24 octobre 2007

M. Reynes, remettons les pendules à l'heure !

Les participants au groupe 2 du Grenelle de l'Environnement à Auch, auraient eu grand mal à *échanger calmement* lors de la réunion pour cette raison simple : si le *calme* fut bien heureusement présent (et pourquoi en aurait-il été autrement ?), il n'y eut par contre jamais *échange* mais succession de monologues où, à son tour, chacun intervenait sur ce qui l'intéressait, souvent un problème ponctuel, important certes mais quand même assez réducteur par rapport aux problèmes posés, et, surtout, à la façon de les poser ...

Alors bien sûr, nul conflit apparent, ce qui, compte tenu du contexte n'est quand même pas une nouvelle : qui, en effet, serait venu affirmer que la biodiversité, « il s'en tape » et qu'il faut tout saccager dans un forum ayant au contraire pour objet : « *préserver la biodiversité et les ressources naturelles* » ? Sur cet objectif, avant même le début, il y avait consensus !

Mais un de ces consensus qui n'a strictement aucun sens, le contraire même du consensus qui suppose débat, désaccord, disputes parfois, pour en arriver à un terme commun dont, de fait, la réalité se charge en général de montrer qu'il était très artificiel : de retour dans la vie réelle, ce réel justement vient souvent démonter très vite l'artifice. Notre histoire diplomatique, même récente, regorge de ces « consensus » coupe-gorge ! A Auch, il n'y eut même pas cela, des monologues redisons-le, même lorsque ces monologues tentaient d'ouvrir le débat sur les problèmes de fond (représentants des élus locaux, élus de la profession agricole, moi-même pour l'ADDIP) ... mais sans suite.

Organisée dans l'urgence, et très bien (bravo et merci aux petites mains invisibles qui ont beaucoup travaillé), l'assemblée certes regroupa beaucoup de monde. Preuve s'il en était besoin que les problèmes soulevés ne sont pas secondaires, et que les citoyens, en France, ne sont pas encore tout à fait lobotomisés: ils prennent la parole, veulent construire l'avenir.

Cela dit, la réunion à laquelle nous avons participé ne ressemblait en rien à un débat vous en conviendrez sans doute, ni même à une discussion. Elle tenait un peu de la conversation dans un salon de thé, avec deux différences : nous étions un peu serrés dans la salle et le thé était rare.

Au nom de l'ADDIP, je suis intervenu pour demander que la réunion ne se limitât pas à l'exposé, intéressant là n'est pas le problème, des points particuliers auxquels les uns et les autres étions plus particulièrement attachés, mais qu'elle fût aussi l'occasion de réfléchir ensemble sur ce qui était le fond même du rapport du groupe 2 : la notion de biodiversité, l'évolution qui, en une trentaine d'années, a conduit d'une très vague politique dite « de protection de la nature » limitée à quelques Parcs Nationaux et espèces emblématiques (dont l'ours), à l'analyse globale, systémique et sacrément plus complexe que résume cette notion aujourd'hui.

Mon intervention fut brève, il ne pouvait en être autrement. On me répondit que cela aussi devait être discuté. J'attends toujours ...

Je n'allais pas reprendre la parole ensuite, trop de personnes souhaitaient intervenir elles-aussi (dont vous) et c'était tout à fait normal.

Les problèmes de fond ne furent donc pas discutés. Ecrire ensuite, comme vous le faites Monsieur, en caractères gras, qu'il y eut « *nouvelle étape vers le dialogue* », relève, au choix, de l'incompréhension, de la naïveté, ou de la posture style : voyez, nous sommes prêts au dialogue.

Nous aussi, mais figurez-vous pas particulièrement avec vous qui, pardonnez-moi, ne représentez jamais que votre association qui a tout à fait le droit d'exister mais, quand même, ni plus ni moins qu'une association de pétanque, sport que je pratique et respecte, mais structure peut-être insuffisante pour dialoguer d'un problème qui engage l'Etat, l'Europe, les directives mondiales suite à la Conférence de Rio, sans parler de la très grande complexité des problèmes en question. Je ne crois pas savoir que vous soyez mandaté par ces structures politiques de décision pour engager quelque dialogue que ce soit sur quoi que ce soit, et c'est à ce niveau que nous voulons discuter et que nous le faisons.

Je ne crois pas non plus à lire vos écrits et ceux de l'ADET autour de Nounours, à moins de subite conversion mais Arbas n'est pas Lourdes, je ne crois pas non plus que votre association sur la complexité ait à ce jour fait preuve d'une grande pertinence, ni peut être connaissance. Votre fond de commerce c'est l'ours. Soit. Mais le fond des problèmes, lui, n'est pas de commerce. Sur ce fond, soyez rassuré, les compétences sont nombreuses, nous avons matière à dialogue ailleurs.

L'ADDIP dialogue, entend élargir ce dialogue, mais elle le fait sur les bases sérieuses et fondamentales que j'ai rapidement résumées lors de mon intervention et que je vais rappeler, mais d'abord d'où sort cette ADDIP, Association pour le Développement Durable de l'Identité Pyrénéenne ?

L'ADDIP est née de la fédération de toutes les associations pyrénéennes opposées aux importations d'ours et à l'ensauvagement du massif. Prises par l'urgence des réponses à apporter, sur les terrains concrets, aux problèmes que vos importations génèrent, ces associations départementales ont éprouvé le besoin de créer une structure moins contrainte par ces obligations. En relais constant avec ces structures départementales et leurs préoccupations, dans un dialogue permanent avec elles, l'ADDIP se consacre surtout à l'analyse des problèmes de fond sans pour autant être absente des terrains concrets d'où chacun de nous tire sa légitimité à parler au nom de l'ensemble ; ça fait beaucoup de monde. Ces problèmes de fond sont l'avenir des Pyrénées, les femmes et hommes qui s'y accrochent encore, le milieu et les formes de biodiversité propres à ce massif qui doit rester à visage humain et ouvert à tous, les évolutions économiques souhaitables.

Sur le fond de mon intervention à présent. J'ai rappelé quelques petites choses qui, si vous les avez bien entendues, auraient dû vous faire comprendre que si nous étions en recherche de dialogue c'était avec des interlocuteurs à la fois compétents et responsables quant à ces problèmes de fond. Ces petites choses étaient les suivantes, vous pouvez les trouver plus en détail dans le document que j'ai remis aux organisateurs de [l'atelier auquel nous participions](#).

- consensus scientifique et politique sur le fait que réduire les problèmes à des espèces emblématiques comme l'ours est une analyse totalement dépassée des problèmes de biodiversité, ce qui, dans le rapport du groupe 2 du Grenelle devient : « *La conservation de la*

biodiversité ne peut se réduire à la protection des espèces sauvages dans des réserves naturelles /.../. Ceci est d'autant plus vrai en France où tous les paysages, réputés naturels ou non, sont le fruit d'une coévolution du travail de la nature et de l'homme » (Annexe 1, page 31). C'est d'ailleurs ce que dit la Stratégie Nationale pour la Biodiversité adoptée par la France en 2004 : « la diversité du vivant reste une notion complexe, souvent mal appréhendée, au-delà de l'attachement à certaines espèces emblématiques (dauphin, baleine, ours...). » (p.14).

- mise en évidence du rôle essentiel des biodiversités agricoles et ordinaires, elles d'autant plus menacées qu'elles ne sont ni médiatiques, ni emblématiques : « *Toute la biodiversité est concernée par cet enjeu à commencer par la biodiversité ordinaire, celle de tous les jours, celle qui n'est pas nécessairement protégée* », page 16 du rapport ; la place et le rôle majeurs de ces biodiversités sont aussi soulignés dans le rapport du groupe 4 ;

- place unique et essentielle des Pyrénées pour ces deux biodiversités, avec notamment des races ovines et bovines à petit effectif, que l'on ne trouve nulle part ailleurs sur terre alors que l'ours, comme le loup, ne sont nullement espèces menacées aux niveaux mondial ni européen ;

- rôle essentiel du pâturage, notamment ovin, pour le maintien de la biodiversité végétale en montagne (voir quelques références dans mon intervention écrite, ce n'est que l'écume d'un très vaste ensemble de travaux) ;

- nécessité de développer effectivement l'élevage de ces races autochtones pour des productions économiquement viables et soutenables, dans le respect des modes de surveillance en montagne qui ont contribué à créer en même temps ces races et le milieu montagnard qu'à la fois elles entretiennent et utilisent pour se nourrir (je n'ai pu développer cet aspect faute de temps, mais ai remis aux organisateurs un document sur ce problème que vous pouvez lire à ce lien : [Races autochtones pyrénéennes et montagne : un exemple concret, la Castillonnaise.](#)

- enfin, reconnaissance dans le rapport du groupe 2 de la grande prudence avec laquelle agir lorsqu'on prétend le faire sur « la nature », même avec les meilleures intentions du monde : « *La connaissance synthétique de l'état des écosystèmes et de la biodiversité biologique /.../ est lacunaire, rendant alors difficile l'identification des priorités pour l'action* », page 6.

Vous le voyez, il y avait là quelques problèmes de fond quant à l'objet même de notre réunion. J'ai demandé qu'il en soit débattu car comment prétendre traiter tel ou tel problème ponctuel, et l'ours n'en est qu'un parmi d'autres, sans avoir au moins fait le tour de cette *connaissance lacunaire* pour éviter les erreurs dans *l'identification des priorités pour l'action*. Je l'ai dit, j'attends toujours ce débat.

Mais, je le répète, c'est avec des personnes et structures compétentes et responsables que l'ADDIP débat et cherche à étendre le débat. Avec aussi et d'abord l'ensemble de la population française à qui de trop nombreuses associations, dont la vôtre, donnent des problèmes en jeu une vision strictement militante, étriquée, souvent très ignorante, et encore plus souvent pleine de mépris pour celles et ceux qui ne partagent pas votre militantisme, un peu obsessionnel, mais en subissent quotidiennement les conséquences.

J'allais oublier, vous écrivez : « *Il aurait été dommage en effet (et totalement contre-productif) que cette réunion soit un nouveau procès de "l'ours-émissaire" »* ; là aussi, Monsieur, comme à propos de votre un peu pathétique et/ou très calculée référence à « *nouvelle étape vers le dialogue* », il faut cesser de confondre fantasme et réalité : cet *émissaire* ne vit que dans votre tête et celle de M. Farid Benhamou qui, lui, en fait son fond de commerce universitaire, à chacun sa petite épicerie, faut bien gagner sa vie!

Les 5000 Pyrénéens qui défilèrent dans les rues de Bagnères de Bigorre l'an dernier pour protester contre les importations dont votre association était le supplétif, eux ne se trompaient pas : le slogan le plus représenté était « *nous ne sommes pas la frontière sauvage* ». Et si vous aviez été là, discuté avec les uns et les autres qu'en général vous rencontriez alors pour la première fois, vous auriez compris le message :

« La Politique Agricole mise en place depuis des années, en nous marginalisant, a bien montré comment nos façons de faire ne correspondaient pas aux formes industrielles d'agriculture qu'alors on considérait comme seules dignes d'intérêt. C'est justement parce que nous étions différents que nous n'existions plus sinon de façon marginale. Et ours et loups étaient inclus dans cette politique : si nous n'étions plus vraiment utiles pour produire du bétail, devenir « *montrés d'ours* », nous l'avions effectivement déjà fait ! Mais ni la même époque, ni le même contexte quand même.

Vous semblez avoir enfin compris que vos formes de production, efficaces et indispensables c'est évident, posent aussi des problèmes, et qu'il ne faut pas, comme disaient d'ailleurs NOS et VOS anciens, mettre tous les œufs dans le même panier. Qu'il faut préserver, maintenir, enrichir d'autres formes de production et d'utilisation humaine des milieux. Elles sont une chance pour l'avenir comme le disent toutes les directives que vous prenez en ces domaines.

Bien, voilà, on est là, *nous ne sommes pas la frontière sauvage.* »

B.Besche-Commenge ADDIP 24 octobre 2007